



Sébastien Falletti
ENVOYÉ SPÉCIAL À PÉKIN

En Chine, on les appelle les «*pa-trouilles de minuit*» d'internet. Armée de la reconnaissance faciale, elles prennent en flagrant délit les ados qui tentent de s'adonner à leur passion dévorante pour Honor of Kings jusqu'au petit matin. Face à l'écran de son smartphone, le joueur doit montrer son visage et le logiciel détecte s'il a des traits «*adultes*» pour avoir le droit de s'adonner jusqu'à tard dans la nuit au jeu le plus populaire de Tencent, le leader mondial du «*gaming*» en ligne. Un outil de pointe pour coincer les resquilleurs de moins de 18 ans qui tentent de contourner les restrictions d'accès aux écrans imposés aux mineurs par Pékin, en empruntant le mot de passe de leurs parents.

Dans la patrie de TikTok, les parents peuvent activer le mode «*mineur*» d'un clic sur les derniers smartphones Huawei ou Xiaomi, depuis avril, verrouillant l'accès aux réseaux sociaux comme aux jeux vidéo appliquant les dernières réglementations de l'Administration du cyberspace, la tour de contrôle de la toile chinoise.

Pékin a brutalement mis à la diète les ados accros de l'écran en limitant l'accès aux contenus à une heure par jour pour les moins de 16 ans et à deux heures pour les moins de 18 ans, selon les dernières règles datant de novembre 2024. Et un «*couvre-feu*» digital interdisant tout accès en ligne entre 22 heures et 6 heures. Les restrictions sont encore plus drastiques pour les jeux vidéo en ligne, dont l'accès est réduit à une heure par jour, seulement les vendredis, week-end et jour férié, depuis 2021. Et inaccessible la nuit de 20 heures à 8 heures du matin. Avec une ristourne le jour de l'An.

«*Ce mode mineur est vraiment puissant, il bloque drastiquement l'accès aux réseaux sociaux WeChat ou Xiaohongshu à ma fille de 13 ans. Avant ces limitations elle avait l'habitude de surfer beaucoup et d'être accro*», explique M. Zhang* à Pékin. La messagerie de 1,3 milliard d'utilisateurs de Tencent, «*l'Instagram chinois*», et les autres plateformes ont dû se plier aux injonctions du régime communiste sous peine de sanctions. Comme Douyin, la version chinoise et originale de TikTok dont l'expansion internationale bouscule les familles de la planète entière.

«Xi Jinping a changé la donne. L'arrivée des plateformes de vidéos de type TikTok a suscité ce tournant à partir de 2018. C'est une approche venue du sommet mais qui rejoint les inquiétudes des classes moyennes, même si les débats ne sont pas aussi vifs que dans les pays occidentaux»

Lin Jian Chercheur
à la City University of Hongkong

Ces écrans sont «*un opium spirituel*», dénonce l'agence officielle Xinhua, sonnant la charge contre le mastodonte Tencent, dont les actions ont dévié à l'heure de la reprise en main lancée en 2017 par un éditorial du *Quotidien du peuple*. Une expression lourdement connotée, faisant référence au «*siècle de l'humiliation*» de la Chine impériale des Qing, défaite par les canonnières occidentales lorsque l'Angleterre victorienne inondait d'opium l'empire du Milieu.

Au cœur du XXI^e siècle, l'heure est à la grande «*réjuvenation de la nation chinoise*» sous la houlette du président Xi Jinping, et ce retour aux avant-postes de l'histoire passe aussi par la reprise en main d'internet pour «*protéger*» la jeunesse des tentations des écrans. Le dirigeant le plus centralisateur depuis Mao a imposé des restrictions d'accès sans précédent aux réseaux sociaux aux adolescents, sous la bannière de la lutte contre l'addiction.

«*Sur internet il y a beaucoup de contenus malpropres. Le problème ne se limite pas à l'addiction aux jeux. Les mineurs sont psychologiquement immatures et facilement influencés*», a dramatisé le président lors de la grand-messe politique du régime en mars 2021. Et de dénoncer un «*problème social*» nécessitant la mobilisation de l'ensemble de la société. Un branle-bas de combat décrété par un «*Prince rouge*» nostalgique d'un communisme frugal, endurci dans la boue, lors de sa longue «*rééducation*» à la campagne durant la Révolution culturelle. Et qui appelle la jeunesse à «*manger de l'amertume*» en serrant les dents face aux difficultés du ralentissement de la croissance. Un grand tour de vis bousculant les intérêts économiques des grandes plateformes technologiques d'Alibaba à Tencent.

Depuis son accession au pouvoir en 2013, le secrétaire général du Parti imprime une reprise en main idéologique à la société, avec pour ambition de contenir les idées jugées délétères venues des démocraties libérales, poison pour la stabilité du régime autoritaire. Un catalogue d'interdictions visant à «*protéger*» les jeunes chinois des «*idoles efféminées*» de la K-pop, des contenus pornographiques comme de l'addiction aux jeux en promouvant le retour aux valeurs confucianistes traditionnelles remises au goût du jour sous la bannière de la faucille et du marteau.

Premier marché en ligne du monde, en nombre d'utilisateurs, le pays de 1,3 milliard d'habitants a vu déferler en premier le tsunami des vidéos courtes ultra-addictives. «*Xi Jinping a changé la donne. L'arrivée des plateformes de vidéos de type TikTok a suscité ce tournant à partir de 2018. C'est une approche venue du sommet mais qui rejoint les inquiétudes des classes*



67 % des parents chinois estiment que leurs enfants sont devenus dépendants de leurs téléphones, dont 21 % «gravement» selon une étude de l'université de Wuhan, en 2022.

STRINGER / IMAGINECHINA VIA AFP

Comment la Chine limite drastiquement les écrans des mineurs

Limitation d'accès, interdiction des jeux vidéo, couvre-feu digital... La patrie de TikTok a mis à la diète numérique les enfants chinois. La Chine peut-elle être un modèle pour Emmanuel Macron qui veut interdire les réseaux sociaux aux adolescents ?

moyennes, même si les débats ne sont pas aussi vifs que dans les pays occidentaux», juge Lin Jian, spécialiste des médias à la City University of Hongkong. Censure oblige, la parole critique ne peut viser le pouvoir.

Dans un environnement politique bien différent de Paris ou de Los Angeles, la Chine autoritaire est confrontée au défi similaire de la révolution digitale, avec une longueur d'avance. Berceau des applis de vidéos courtes, propulsées par les algorithmes aussi secrets que puissants de ByteDance, la maison mère de TikTok, la Chine fut l'un des premiers à subir de plein fouet leur puissance addictive.

Le régime du Parti unique a imposé des mesures pionnières qui inspirent paradoxalement aujourd'hui les démocraties occidentales, parfois de façon maximaliste, de l'Australie à la France, qui remettent désormais en cause le «*laissez faire*» en vigueur depuis la révolution internet. Emmanuel Macron a fait de l'interdiction des réseaux sociaux aux adolescents un nouveau cheval de bataille après le drame de Nogent, où une surveillante de collège a été poignardée par un élève de 14 ans. Et appelle à une législation européenne sous peine de passer à l'acte dans l'Hexagone «*dans les prochains mois*».

Le président français emboîte le pas à Canberra qui a passé en novembre dernier une loi interdisant l'accès aux réseaux sociaux pour les moins de 16 ans. Un texte qui doit entrer en vigueur en décembre 2025, mais dont les conditions d'application concrètes sont

encore en discussion. Avec, pour enjeu, l'application effective d'un «*ban*» par-delà l'effet d'annonce d'une mesure populaire auprès de parents souvent démunis ou dépassés. 73 % des Français sont favorables à une interdiction des réseaux sociaux aux jeunes, selon un sondage Harris Interactive. Mais son application effective s'annonce déjà comme un défi.

L'expérience chinoise offre des enseignements précieux sur l'impact de ces mesures, décrétées de façon fracassante par le Politburo, mais révèle aussi leurs limites, malgré la grande muraille de la censure. Les témoignages de parents récoltés par *Le Figaro* montrent une anxiété commune face à la puissance magnétique des écrans, un besoin de régulation pour protéger, mais aussi des failles évidentes mettant en doute l'efficacité de cette politique proclamée comme un succès à Pékin.

Plutôt que le bannissement complet tout juste décrété par l'Australie et envisagé par l'Élysée, Pékin a choisi de réduire drastiquement l'accès aux contenus addictifs. Une approche duale qui nourrit des sentiments contradictoires chez les parents, tiraillés entre désir de protéger leurs enfants sans pour autant les couper d'un espace virtuel devenu désormais prépondérant dans une société ultra-compétitive, assoiffée de technologie. Et qui se retrouvent in fine responsables d'appliquer les injonctions étatiques, en choisissant d'enclencher ou non le fameux «*mode mineur*». Beaucoup se plaignent de devoir sans cesse jongler entre ces deux espaces virtuels sur leur téléphone, dans un va-et-vient incessant afin que leur progéniture reste en contact avec les contenus en ligne indispensables aux études, ou à la sociabilité. «*J'ai abandonné le mode mineur. C'est trop stupide et brutal. Il n'y a que des dessins animés ! C'est tout juste bon pour les élèves du primaire. Ma fille ado a besoin d'accès à des contenus pour faire ses devoirs*», explique M. Zhang. Las, beaucoup affirment désactiver ce garde-fou, fatigué de rentrer leur mot de passe.

Le portable est banni à l'école, mais beaucoup d'enfants ont le leur ou surfent sur celui de leurs parents, parfois jusqu'à l'addiction. 67 % des parents estiment que leurs enfants sont devenus dépendants de leurs téléphones, dont 21 % «*gravement*» selon une étude de l'université de Wuhan, en 2022. «*Ces réseaux sociaux ont véritablement un impact sur la santé des enfants. C'est très addictif, et c'est vraiment difficile de les surveiller. Les courtes vidéos nuisent surtout à leur attention, à leur capacité de lecture*», s'inquiète Mme Lin, mère d'une fille en école élémentaire, dans la capitale chinoise. 97 % des mineurs chinois ont accès à internet, et 65 % d'entre eux passent de longues heures par jour à jouer en ligne, poussant certains jusqu'au suicide d'avance un rapport du Centre d'aide juridique et de recherche pour la jeunesse de Pékin, en août 2021.

Le «*modèle*» chinois offre des leçons relatives pour la France, tant l'environnement politique et

surtout les capacités de mise en œuvre des mesures divergent d'un bout à l'autre de l'Eurasie. «*Le contexte est très différent de l'Occident. En Chine, il y a une longue histoire de la restriction d'internet depuis le tournant du siècle*», rappelle Lin. Dès les années 1990, le Parti a saisi le potentiel disrupteur d'internet pour l'ordre établi et l'a placé sous surveillance, avec un prisme résolument sécuritaire et nationaliste. La grande armée des censeurs qui nettoie nuit et jour les contenus jugés troublants pour l'ordre public, le bannissement des plateformes occidentales comme Google ou Facebook et l'imposition d'autocontrôle à leurs rivaux chinoises ont permis au régime de garder la main sur l'espace cyber national. Un effort colossal de surveillance de la population aux diapasos des millions de caméras intelligentes quadrillant l'empire du Milieu.

Au cœur du dispositif, une autre différence de taille avec les pays occidentaux et essentielle à sa mise en œuvre sur le terrain : l'authentification obligatoire des détenteurs d'un numéro de téléphone comme d'un compte sur une plateforme. À Chengdu comme à Shanghai, chaque compte ouvert sur WeChat ou Douyin est relié à un numéro permettant aux autorités de remonter la trace des internautes en un éclair, en cas de propos controversés. Des outils également cruciaux pour imposer le couvre-feu aux mineurs, la date de naissance suffisant à tracer une ligne nette.

Quoique. Aujourd'hui, la deuxième puissance mondiale clame victoire, jurant d'avoir endigué «*l'addiction en ligne*» grâce à ses mesures choc. 61,5 % des internautes mineurs pensent que les mesures de couvre-feu digital ont «*considérablement réduit*» le temps qu'ils passent à jouer en ligne selon un rapport du Comité central de la Ligue de la jeunesse publié fin 2023. Mais cet autosatisfecit est en décalage avec les témoignages de nombreux parents qui pointent les limites de l'efficacité réelle des mesures. Nombre d'enfants contournent l'obligation en utilisant le téléphone ou le compte de leurs parents. «*Ma fille se connecte secrètement à WeChat quand je m'absente. Elle connaît le mot de passe. Je dois la surveiller*», explique cette mère d'une fille de 11 ans, à Pékin. «*Les Chinois trouvent toujours des moyens pour contourner les règles. C'est un sport national*», juge un analyste d'une grande plateforme chinoise basé à Pékin.

Certains jugent «*l'entre-deux*» chinois insuffisant et plaident pour des mesures plus radicales encore. «*Je suis pour une interdiction complète des réseaux sociaux pour les jeunes, comme en Australie. Cela permettrait aux enfants d'avoir plus d'interactions à l'école, de prévenir l'isolement et la dépendance au téléphone*», juge M. Zhang. À Pékin comme à Paris, les parents cherchent toujours la parade aux magnétiques écrans. ■

*Nom modifié.